

Stratégie énergétique : le RN agite encore la menace de la censure

POLITIQUE

Sébastien Lecornu a annoncé son intention de publier cette semaine la très attendue programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

Marine Le Pen a interpellé le Premier ministre sur X, évoquant à nouveau un coût de 300 milliards d'euros largement démenti.

Anne Feitz (avec Amélie Laurin)

Le budget est passé, mais Sébastien Lecornu n'en a pas fini avec les menaces de censure. Le Rassemblement national (RN), notamment, a agité le chiffon rouge dès l'annonce, par le Premier ministre ce week-end, de son intention de publier jeudi la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

Sébastien Chenu, vice-président du RN, a ainsi averti dès dimanche sur RTL que le parti « ne s'interdisait rien » quant au dépôt d'une nouvelle motion de censure. Marine Le Pen a enfoncé le clou lundi sur X (ex-Twitter), dénonçant une « lourde faute » du Premier ministre, dont la politique poursuit « la ruine de notre pays ». Ayant fait de son opposition à l'éolien l'un de ses chevaux de bataille électoraux, le RN a de longue date érigé ce texte, qui doit définir la stratégie énergétique de la France dans les années à venir, en ligne rouge absolue.

Ligne rouge

De l'autre côté de l'échiquier politique, La France insoumise a elle aussi réagi. Eric Coquerel, président Insoumis de la commission des Finances à l'Assemblée nationale, a fustigé lundi sur X le « cynisme » du Premier ministre, mettant en cause « la crédibilité économique et la faisabilité financière » des nouveaux réacteurs nucléaires.

Opposition aux énergies renouvelables pour les uns, au nucléaire pour les autres : attendue depuis près de trois ans par les industriels de l'énergie, cette nouvelle PPE est prête depuis de nombreux mois, mais les Premiers ministres successifs ont renoncé à la faire examiner par le Parlement faute de consensus politique – et même, pour les prédécesseurs de Sébastien Lecornu, à l'adopter par décret.

La décision annoncée de finalement signer le décret cette semaine fait sans surprise à nouveau hurler les oppositions. « Comment tolérer qu'il passe en force alors qu'il ne dispose d'aucune légitimité populaire ni parlementaire pour engager le pays sur tant d'années ? » a encore

Les chiffres clés

3,5

MILLIARDS D'EUROS

Le coût des renouvelables pour l'Etat en 2024. Pour 2025, 6,9 milliards sont estimés.

13,7

MILLIARDS D'EUROS

Ce qu'ont rapporté les énergies renouvelables à l'Etat en 2023.

dénoncé lundi Marine Le Pen. Un argument repris par Eric Coquerel.

Mais la cheffe de file du RN a également invoqué un coût « minimum de 300 milliards d'euros » pour cette PPE, provoquant une réponse quasi immédiate de Sébastien Lecornu, également sur X, lundi soir : « Contrairement à ce qui est affirmé, cette programmation est chiffrée sur quarante-cinq ans, avec plusieurs scénarios publics, qui vont d'un gain de +35 milliards d'euros à un coût de -115 milliards. Bien loin du chiffre avancé de 300 milliards d'euros, répété sans démonstration. »

Agité comme un chiffon rouge depuis le printemps dernier et repris par Les Républicains opposés aux énergies renouvelables, ce chiffrage « mélange des choux et des carottes », estime de son côté Jules Nyssen, président du Syndicat des énergies renouvelables. Il a, de fait, été largement démenti par la Commission de régulation de l'électricité (CRE), comme le rappelle Matignon dans son post. Au Rassemblement national, on explique qu'« il recouvre les investissements dans les réseaux (environ 190 milliards d'euros) et le soutien aux énergies renouvelables électriques et au biométhane (environ 110 milliards) ».

Au-delà de la bataille de chiffres, c'est l'indépendance énergétique de la France, la décarbonation du mix et l'impact des choix effectués sur la facture des Français qui se jouent avec cette PPE.

La CRE a certes confirmé le montant des investissements dans les réseaux, annoncés par RTE et Enedis, d'ici à 2040. Mais selon le régulateur, le coût de raccordement des nouveaux parcs de renouvelables prévus par la PPE ne représente que 55 milliards sur les 190 évoqués. Le solde recouvre des investissements nécessaires quoi qu'il arrive (maintenance, renouvellement, raccordement).

Quant au chiffrage du soutien aux renouvelables, qui provient d'une garantie de rachat par l'Etat de l'électricité produite à un certain prix, il dépend du prix de marché de l'électricité, pour la plupart des nouveaux contrats publics : si celui-ci est bas, l'Etat verse la différence au producteur, mais c'est l'inverse s'il est supérieur au cours de référence.

Soutien des écologistes et de la gauche modérée

Ce qui explique la fourchette de « +35 à -115 milliards », évoquée par Sébastien Lecornu dans son post. La Commission de régulation de l'électricité estime, pour sa part, le coût des nouveaux engagements de la PPE à « 50 milliards dans un scénario de prix de marché médian », et rappelle qu'il sera étalé sur plusieurs décennies. Les renouvelables ont coûté à l'Etat 3,5 milliards d'euros en 2024 et 6,9 milliards estimés en 2025, mais lui ont rapporté 13,7 milliards en 2023.

Au-delà de la bataille de chiffres, c'est l'indépendance énergétique de la France, la décarbonation du mix et l'impact des choix effectués sur la facture des Français qui se jouent avec cette PPE. Le locataire de Matignon évoque la nécessité de sortir « durablement des énergies fossiles importées », avec un objectif (plus qu'ambitieux) de passer de 40 % à 60 % d'énergie décarbonée dans la consommation finale à 2030.

Si le gouvernement a un temps pu avoir des tentations de mettre la pédale douce sur le développement de l'éolien et du solaire pour éviter une censure, Sébastien Lecornu a promis aux industriels reçus en fin de semaine dernière qu'il n'y aurait pas de moratoire – même si les trajectoires devraient être amendées (voire pour l'éolien terrestre sévèrement contractée) afin de s'adapter à la baisse de la consommation.

De quoi, aussi, s'assurer le soutien des écologistes et de la gauche modérée – et éviter le vote d'une éventuelle censure. Olivier Faure avait ainsi appelé dès vendredi le Premier ministre à publier la PPE, et à « tourner le dos aux sirènes obscurantistes de l'extrême droite », pour ne pas « saborder les énergies renouvelables ». ■



Marine Le Pen, la cheffe de file du RN, le 23 décembre dernier à l'Assemblée nationale. Photo J.e./Sipa

Ce vendredi avec  Les Echos

10^{ème} édition

Champions de la croissance

Le classement exclusif des 400 entreprises françaises les plus performantes

Les Echos

WEEK-END

En partenariat avec :

statista

et

LCI